

Visite de Mme Andrée et M. Alain Cauderay membre du comité d'Alborada à la fondation Funcase à Puente Alto au Chili.

Voyage du 10 au 21 octobre 2008.

Les chapitres :

1. Préambule
2. Impression donnée par le pays
3. Nouvelles des centres d'activités
4. Visite du liceo San José à Curico
5. Projets d'amélioration
6. Les soucis et les enjeux
7. Conclusions

1. Préambule

Les objectifs du voyage étaient les suivants :

- Prendre la température de la situation sur le terrain
- Evaluer l'évolution des programmes sociaux éducatifs en activité. Cerner les problèmes majeurs.
- Faire le point sur l'avancement du projet de « Las Achiras » (Lycée technique)
- Partager nos soucis

2. Impression reçue du pays

- Course effrénée après la richesse
- Perte de l'identité nationale
- Désir d'oublier, voire d'effacer le passé de la dictature
- Euphorie des biens matériels nouvellement accessibles.
- Comme dans une période d'après guerre il faut rattraper le temps perdu, sans trop se préoccuper de ce qu'il adviendra, de ce qui en résulte. Et vive les affaires qui rapportent de l'argent ! Le développement durable (DD) n'est pas leur souci.
- Maintenant, c'est la démocratie. On se décharge par conséquent sur l'Etat pour ce qui est du domaine de la solidarité. Nous sommes en train de l'enrichir. Il peut donc s'occuper de ça.
- Un gouvernement de gauche qui tente de diriger la barque de l'Etat social et qui, vu l'augmentation de ses moyens financiers, tente de développer l'aide sociale et l'éducation en apportant son appui aux initiatives privées.

Les conséquences de ce néolibéralisme, c'est une société à deux vitesses dont les extrêmes sont beaucoup plus marqués que chez nous :

Centre ville à l'image des city mondiales avec de nombreux buildings ultramodernes en verre. Construction du plus haut d'Amérique du Sud (170 mètres de haut). Les chiliens en sont fiers. Les lieux sont propres, bien arrangés et quadrillés par la police. Les gens sont en complet cravate et attaché case. Beaucoup de monde dans les rues et de nombreux magasins fort chics. La Défense à Paris n'a bientôt rien à lui envier ...

A l'opposé, on trouve dans la périphérie des quartiers où la misère est patente, l'insécurité totale. (La police n'ose plus y aller). Le banditisme, la délinquance et les fléaux (drogues alcoolisme, violences familiales) y sont légion. Les lieux sont le plus souvent remplis de déchets, les sols en terre battue se transformant en bourbier quand il pleut. Il s'agit de populations ayant subi plusieurs déplacements. Perversité du système capitaliste qui privilégie les forts au détriment des faibles. Aux autres (Etat, Eglises, fondations et ONG diverses) de s'occuper des faibles ?

Nous avons eu l'opportunité de visiter deux de ces quartiers : El Volcan et Nocédal.

- Le premier est celui où la misère y est le plus palpable. Dans un espace avec une seule entrée le gouvernement a construit un lotissement de plusieurs dizaines d'immeubles, peut-être une centaine, à trois étages, tous identiques, qu'il octroie aux familles moyennant un versement de 180'000.- \$ (environ 400.- frs). Chaque appartement de 25 m² est constitué d'un espace divisible en deux ou trois petites chambres par l'occupant, d'une cuisinette et d'une salle bain. Les familles, souvent de cinq à six, voire dix personnes s'y entassent. La promiscuité y est grande, les viols sont fréquents. Il n'y a bien évidemment pas de chauffage. Or les hivers sont froids. L'hiver dernier, il a même neigé. Au centre du quartier est érigée une école gouvernementale. Il paraît qu'on a pu entendre des coups de feu et des bagarres. Alors tout le monde se précipite pour tenter de récupérer son enfant. La plupart des gens vivent de petits boulots occasionnels (ouvrier agricole, aide de supermarché, racket, petits larcins, etc.). Les espaces communs sont constitués de rues souvent fort étroites et de terrains situées autour des blocs construits, souvent forts exigus, sans verdure, et en terre battue. Aucun espace n'est prévu pour y développer une quelconque activité lucrative ou de loisirs. Pas de lieu de rencontre si ce n'est la rue. Le troc est l'essentiel de la monnaie d'échange. Nous y avons vu un marché de nippes usagées, volées peut-être, lesquelles sont posées à même le sol en terre. Le gouvernement, voulant bien faire, a déplacé des gens vivant dans des bidonvilles pour les reloger là. De ce fait il a fait pire en fabriquant un véritable ghetto.
- Nocédal est un peu moins misérable. Il s'agit de petites maisonnettes accolées les unes aux autres avec plus d'espaces communautaires et des surfaces de circulation dans un état moins délabré. La promiscuité semble moins importante. La problématique y est toutefois comparable. Le centre de quartier, une bâtisse en dur construite par le gouvernement a fait l'objet d'une déconstruction, le toit, les fenêtres et les portes ayant été volées. Il sert actuellement de terrain de foot.

Notons que Funcase œuvre, entre autres, au sein de ces deux quartiers à hauts risques sociaux. Au sein du premier, « El Volcan », elle suit un certain nombre de groupes familiaux, lesquels ont des enfants allant dans ses écoles. Au sein du second, « Nocédal », elle y œuvre par le biais de programmes éducatifs et sociaux développés sur le terrain par le CAD Alborada.

3. Nouvelles des centres d'activité

L'école Los Pinos à Casas Viejas est en train de passer du système de la demi journée d'enseignement à la journée complète, ce qui signifie, passer d'un groupe d'élève le matin et un autre l'après midi, à un seul groupe d'enfant par jour et par classe. Pour permettre cela, il a fallu doubler la capacité d'accueil scolaire en agrandissant le complexe scolaire. Le bâtiment n'a toutefois pas encore reçu son permis d'utiliser faute de moyens financiers suffisants pour terminer l'équipement de l'infirmerie. A noter que cela sera réalisé prochainement grâce au fonds spécial du 30^e anniversaire envoyé depuis la Suisse. Le nouveau collège n'a donc pas encore reçu les subsides spéciaux complémentaires pour la journée complète, d'où une insuffisance momentanée de couverture financière des frais d'exploitation.

Le Centre ouvert de Casas Viejas vient d'être fermé. En effet les projets présentés au gouvernement n'ont pas été retenus. En outre, Kindernohtilfe a décidé de se retirer. Il faut dire qu'en passant l'école à la « journée complète » les besoins ont changés. Un projet de développement de l'enseignement et d'appui socioéducatif est en cours d'élaboration. Cela permettra de financer l'aspect socioéducatif complémentaire à la formation scolaire qui doit l'accompagner. En attendant aucun subside n'est versé pour cette prestation alors que dans la réalité il n'est pas possible de la supprimer.

L'école Emanuel, rue Ebinghaus à Puente Alto fonctionne encore à la demi journée. Son avenir est incertain car il faudra la passer à la journée complète d'ici 2010, ultime date fixée par le gouvernement pour cela. Il faudrait pour cela trouver des moyens financiers suffisants pour y parvenir acheter la propriété voisine (15'000'000.- \$ soit ~35'000.- frs) et avoir le 20% du coût de l'agrandissement soit ~60'000'000.- \$ (~140'000.- frs). En outre elle ne bénéficie presque plus de l'appui du centre ouvert « Alborada » qui est entré, lui, dans les changements imposés par le gouvernement. Le couple école centre ouvert est donc ici en voie de disparition. Une autoévaluation avec un projet socio-éducatif vient toutefois d'être déposé au gouvernement en vue d'obtenir des subsides complémentaires pour élèves difficiles, ce qui permettra, s'il est accepté, de combler le déficit survenu suite au retrait du Centre Alborada.

Le centre ouvert (Centro de desarrollo y de acción social, CAD) « Alborada » se développe bien. Il a présenté un projet d'action sociale sur 4 ans dans plusieurs quartiers, dont Nosedal, lequel a été agréé par le gouvernement. Il a donc reçu d'importants subsides. En outre, il reçoit encore l'appui de Kindernohtilfe. Cela lui a permis d'étoffer ses ressources humaines et de développer son action sociale. Mais l'utilisation du lieu est en train de changer, les bénéficiaires ne venant plus au centre car les activités se font maintenant dans les quartiers. L'augmentation des collaborat-eurs(-rices) implique que l'on va devoir transformer le bâtiment. Il s'agit maintenant de créer des bureaux pour permettre aux animat-eurs(-rices) et assistant-s(-es) de travailler dans de bonnes conditions. Mais cela demande un financement qu'il va falloir trouver alors que les caisses sont vides !

Le projet de lycée technique (Liceo Politecnico de Las Achiras) est actuellement dans une phase critique. Sur les 2 formations mises sur pied jusqu'alors, seule celle d'installateur-trice sanitaire est actuellement en fonction. En effet, suite à l'absence de salle de travaux manuels (Il était prévu que celle-ci soit réalisée avec les fonds la seconde partie du projet, lesquels n'ont finalement été accordés en Suisse qu'en novembre 2007), le gouvernement a retiré son accréditation à la formation des jardinières d'enfants. Les élèves de cette formation, ou se destinant à celle-ci, ont par conséquent dû être réinsérés dans une autre école, ce qui a induit

une baisse des effectifs et des subsides attendus. Il a fallu mettre provisoirement le directeur et les enseignants à temps partiels, ce qui est démotivant. En outre, l'école a accepté des cas plus difficiles qu'auparavant (violence, drogue, prostitution, etc.). Sa réputation en a pâti, d'où une baisse des immatriculations des élèves moins perturbateurs.

Les conséquences du retard pris dans le développement de l'école suite aux atermoiements de la seconde phase du projet se font donc cruellement sentir. L'enjeu est important. Il faut agir vite maintenant si l'on veut sauver la situation. Pour cela il est prévu de :

- Construire la salle de travaux manuels manquante. La construction de celle-ci est en voie d'achèvement.
- Redemander l'accréditation de la formation des jardinières d'enfant pour le début de la prochaine année scolaire à fin octobre au plus tard.
- Démarrer le plus vite possible la construction de l'extension du complexe scolaire soit 3 salles de classes supplémentaires, une salle des maîtres, une bibliothèque et des locaux annexes, ainsi que la réalisation de deux salles dans les bâtiments existants, afin de terminer le tout pour septembre 2009, ultime date pour demander l'accréditation pour les deux nouvelles formations (cuisinier-ère et installateur-trice électrique). On est actuellement dans l'attente du permis de construire.
- Entreprendre une autoévaluation afin de définir les problèmes et les besoins puis d'élaborer un projet d'amélioration. M. Reyes va s'y atteler prochainement. En outre cela permettra d'obtenir du gouvernement des subventions complémentaires pour élèves difficiles.
- Redonner une meilleure image de marque à l'école en refusant les élèves trop difficiles.

4. Visite du liceo San José à Curico

Avec le directeur et son épouse Roberto et Elisa Aguayo, nous avons eu l'occasion, de rendre visite à une école sœur, le liceo San José à Curicó, située à 200 km au sud de Santiago, laquelle accueille environ 700 élèves de 14 ans et plus venant des milieux défavorisés. Celle-ci, comme Funcase, offre deux années de formation basique et deux années de formation professionnelle avec, à choix, cinq formations professionnelles, dont celle d'électricien comme l'envisage le lycée de Las Achiras. Il s'agit d'une fondation catholique d'une quinzaine d'années, autofinancée entièrement par les subsides de l'Etat. Elle nous a fait très bonne impression. Cela prouve que les subsides de l'Etat suffisent à faire vivre une école de ce type.

Afin de donner une bonne image de marque à l'établissement, contrairement à Funcase, il a été décidé d'exiger le port d'un uniforme, celui du lycée, car rares sont les écoles qui n'exigent pas d'uniforme (c'est un signe de qualité et d'identité). S'ajoute à cela un modeste écolage de 3900.- \$ par mois, soit 10.- frs (équivalent valeur d'achat environ 30.- frs), avec un système de bourse pour les plus démunis. Chaque situation est étudiée au moment de l'inscription. Lors de l'admission seuls les critères socio-économiques sont pris en compte. Un bon résultat ne pouvant être atteint sans une participation de l'entourage familial des élèves, les « apoderados », responsables de famille, (parents, ou à défaut, tantes, oncles, grands-parents, frères, voisins, etc.) sont régulièrement conviés à des rencontres avec les responsables scolaires (enseignants, assistants sociaux, psychologues, pédagogues, etc.). Contrairement à la Achiras, qui a la même pratique, la participation à ces réunions est bonne du fait que l'école exige un engagement financier de leur part. En outre, cela motive les élèves

qui savent que leur formation à un prix. Notons, toutefois, que ce lycée est établi au sein d'une population rurale, donc moins déstructurée et problématique que celle de Funcase. Afin de baisser les coûts d'investissement au maximum les professeurs ont fabriqué leur propre matériel didactique avec les élèves des premières volées. Nous avons pu voir le résultat. Il est probant.

Cette visite fut fort intéressante et constructive. Elle est susceptible de donner des idées aux responsables de la réalisation du lycée technique. Un système semblable, avec éventuelle participation financière assortie de bourses d'étude, et éventuellement port d'un uniforme, est à l'étude, même si la problématique sociale diffère quelque peu. En effet cela semble donner de bons résultats. En outre, lors de l'entretien, il a été convenu qu'il serait bon d'organiser régulièrement des échanges entre enseignants des deux établissements. Le lycée San José s'est encore dit prêt à aider Funcase à confectionner son matériel didactique. Tout cela est de bon augure.

5. Projets d'amélioration en cours

Monsieur Adrian Reyes, vice président du comité de Funcase, directeur d'un autre établissement scolaire, s'est investi dans l'autoévaluation des processus d'enseignement avec l'objectif de mettre en évidence les mesures susceptibles de l'améliorer. En outre, cela permet de décrocher des subventions complémentaires du gouvernement si le projet élaboré nécessite des fonds, ce qui est particulièrement le cas pour les écoles spécialisées accueillant des enfants et des jeunes venant de milieux à hauts risques sociaux. Il a entrepris cette démarche dans les écoles « Emanuel » et « Los Pinos ». Il en est ressorti des besoins et un projet d'amélioration qui est actuellement soumis au gouvernement. Il va prochainement entreprendre cette même démarche pour le lycée technique de Las Achiras. Monsieur Manuel Urbino est expert en informatique. Il va s'occuper de développer l'informatique dans les écoles ainsi que des projets devant être soumis au gouvernement afin d'obtenir des subsides. Toutefois, il faudra au préalable se préoccuper de sécuriser les lieux ce qui permettra de contracter des assurances contre le vol, condition préalable à tout demande de subsides.

6. Les soucis et les enjeux

La situation financière de la fondation Funcase ne s'avère actuellement pas très bonne. En effet, elle a été confrontée à une série de dépenses imprévues. Les raisons de cela sont à chercher parmi les profondes modifications du système socioéducatif chilien survenues ces derniers temps. En effet :

- Le système scolaire est en train de passer de la demi journée à la journée complète d'enseignement (JEC), ce qui nécessite d'importants investissements pour doubler la capacité d'accueil scolaire. Il est vrai que le gouvernement apporte son soutien financier mais demande aux organisations privées de mettre à disposition le terrain et le 20% du coût des nouvelles constructions. Dans le cas de l'école « Los Pinos » à Casas Viejas, elle possédait le terrain mais il a été nécessaire de puiser dans le budget de fonctionnement pour payer la part des frais de construction revenant au maître de l'ouvrage (20% du coût de la construction).

- Le système des subventions gouvernementales accordées aux institutions privées est modifié. Les subventions sont maintenant octroyées pour 4 ans sur la base de projets bien étudiés s'adressant à des quartiers bien définis, alors que les élèves des écoles proviennent de plusieurs quartiers. Cet état de fait a entraîné la rupture du couple formé jusqu'alors par l'école et le Centre ouvert, lesquels fonctionnaient de manière complémentaire. En effet, les groupes de populations concernés ne se superposent plus. Chacune des deux institutions doit donc maintenant présenter ses propres projets, les écoles pouvant présenter les siens en rapport avec leurs besoins. Toutefois, jusqu'à ce que ceux-ci soient élaborés et subventionnés (voir le travail entrepris par M. Adrian Reyes) il y a un temps de transition durant lequel il y a un défaut de rentrées financières.
- La fermeture du centre ouvert de Casas Viejas, le gouvernement et Kindernothilfe n'ayant pas jugé utile de prolonger cette expérience, pour la remplacer par un programme parascolaire (à l'étude actuellement), jusqu'alors assumé par ce dernier. Comme il n'était pas possible de le mettre immédiatement sur pied, il a fallu licencier les animateurs et le responsable. Or, comme on le sait, c'est une opération fort coûteuse, car ces derniers ont droit, à titre d'indemnité, à un nombre de salaires mensuels égal au nombre d'années effectuées pour le compte de l'employeur. Dans le cas présent le nombre de mois de salaire à verser est important, lesquels ne sont bien évidemment pas couverts par des subventions.

Pour le Directorio (Comité directeur) c'est un sujet de préoccupation. M. Roberto Aguayo, directeur exécutif, pense, quant à lui, pouvoir rétablir la situation lorsque Funcase sera parvenue à obtenir l'ensemble des subsides gouvernementaux espérés. Mais pour cela il faut d'abord terminer l'élaboration des projets (études de fonctionnement, accréditation des formations, etc.) ce qui sous-entend au préalable un investissement en temps et en argent important.

7. Conclusions

Les conclusions peuvent être résumées en quelques points :

- Les gens concernés par les programmes socio-éducatifs de Funcase se rencontrent parmi les populations urbaines misérables et socialement déstructurées de la couronne de Santiago, lesquelles ne participent pas à la prospérité économique constatée dans le pays. Les besoins sont énormes, à tel point que les programmes éducatifs, qui sont à charge des communes, ne parviennent pas à suivre les besoins, en particulier lorsque les communes sont pauvres. D'où le système de subventionnement gouvernemental octroyé aux organisations privées pour tenter de palier à cette injustice.
- La fondation Funcase fait un travail extraordinaire au sein de ces populations. Cela signifie un effort et un engagement de tous les instants, et souvent beaucoup de courage pour contacter quotidiennement ces situations difficiles, lesquelles se font souvent à leurs risques et périls. Mais cette présence humaine et l'amour qu'ils prodiguent à ces gens nous semble faire des miracles.
- L'agrandissement du lycée technique à réaliser au plus vite afin de permettre l'accréditation par le gouvernement des formations prévues. En outre, restructurer, préciser les objectifs et établir un bilan de des besoins de l'établissement afin d'obtenir une meilleure image de marque de meilleurs résultats et des subsides complémentaires du gouvernement.

- Des perspectives de collaboration entre le Liceo Politecnico de Las Achiras et celui San José à Curicó qui semblent prometteuses et réjouissantes.
- L'évolution du système socio-éducatif chilien, a mis à mal les finances de Funcase. Il s'agit maintenant de redresser la barre en obtenant des subsides complémentaires en rapport avec les besoins spécifiques de chaque établissement scolaire.
- Les écoles doivent passer à la journée complète d'enseignement. Cela signifie d'importants investissements même si le gouvernement participe financièrement à ces opérations. Ce sera le cas de l'école « Emanuel ». Un nouveau défi en vue qu'il y aura lieu de relever.

Ceci dit, l'engagement de la fondation Funcase, ses perspectives, son courage et sa persévérance (depuis plus de trente ans elle travaille au service de l'enfance démunie), les résultats qu'il a obtenus jusqu'ici, augurent de la bonne suite qui sera donnée aux défis qu'il doit aujourd'hui affronter.

Andrée et Alain Cauderay
Rapporteurs